

T2
CCR
AFNo
OP

2000 Z 989/56

28

D8905

CONFIDENTIEL DÉFENSE

N° Document FICHQUOT

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris le : 15 juillet 1994

ÉTAT MAJOR DES ARMÉES

14, rue Saint Dominique

00456 ARMÉES

Tél : 42.19.57.30

N° 273 /DEF/EMA/COIA/CCR/CD


Le Général de division R. GERMANOS
Sous-chef d'état-major Opérations
de l'état-major des armées

FICHE

Objet : Opération Turquoise - Point de situation du 15 juillet 1994.

Pièce jointe : une annexe.

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense

N° - 000514 du 20 FEV 2009

1 - Activités opérationnelles

Les missions de sécurisation et d'aide aux populations se poursuivent.
L'action entreprise par les ONG, pour la reconnaissance des camps et la distribution d'eau potable aux réfugiés au Nord de Goma, a été facilitée par l'appui ponctuel d'un hélicoptère Turquoise.

Après la prise de Ruhengeri, le FPR a poursuivi sa poussée à l'ouest de la rivière Nyaharango. Il pourrait contourner le district de Gisenyi par le sud pour tenter d'arrêter l'exode.

Les autorités zairoises de Goma ont renforcé leur dispositif d'une compagnie de la garde présidentielle et d'un bataillon parachutiste. Le flux des réfugiés semble maintenant canalisé vers des zones de regroupement situées entre vingt et quarante kilomètres au nord de Goma.

Compte tenu de l'entrée probable de miliciens et de FAR au Zaïre d'une part, et de l'avancée du FPR vers Gisenyi d'autre part, les avions de la plateforme de Goma sont restés déployés sur Bukavu et Kisangani.

Les Zaïrois contrôlent la frontière par laquelle transitent civils et militaires. Un accord local autoriserait les FAR à gagner le Zaïre avec leurs armes : de ce fait, ces unités ne devraient pas pénétrer dans la ZHS.

De son côté, le FPR demande le départ de Turquoise, mais il déclare respecter la ZHS et ne pas être gêné par la présence de la MINUAR.

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

2 - Faits marquants

Dans l'après-midi du 15 un élément léger du détachement spécialisé a été pris à partie par des tirs venant des positions FPR dans la région nord-est de Gikongoro, en limite intérieure de la ZHS, à proximité du camp de Cyanika. Aucun blessé n'est à déplorer. Les tirs se sont arrêtés. Une intervention directe a été faite auprès du FPR à Kigali.

Une partie du gouvernement intérimaire, dont son président, se trouve effectivement à Cyangugu : il est souhaitable que des contacts diplomatiques soient pris pour que ces autorités quittent la ZHS.

A la suite d'une rencontre entre M. Khan, ONU, le général Dallaire et le général Kagame, celui-ci aurait annoncé un cessez-le-feu pour ce soir minuit.

3 - Déploiement

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense

Le déploiement des unités reste inchangé. N° - 000514 du 20 FEV 2009

4 - Point des participations étrangères

Le groupement Nord sera renforcé par le contingent sénégalais au complet à Kibuye (237 personnels) dès la fin de la semaine.

Le contingent étranger compte aujourd'hui 247 personnes, dont 10 Mauritanien.

5 - Environnement médiatique

Le SIRPA a été contacté ce jour par différents organes de presse tant français qu'étrangers, télévision (M6 - ABC News) et presse écrite (Der Spiegel, Raid) qui prévoient des déplacements au Rwanda (le journaliste de M6 devrait être sur place le 16/07).

Il semble donc y avoir un regain d'intérêt des médias.

La situation sur le terrain est inchangée : pas d'incident à signaler.

6 - Humanitaire**Au nord :**

L'UNHCR, les agences de l'ONU et les ONG, en liaison avec les autorités zaïroises parviennent, avec une certaine efficacité, à trouver dans la région de Goma des solutions au problème des réfugiés : recherche de zones de regroupement et mise en place de points de distribution.

Au centre :

L'avancée du FPR provoque l'exode de la population des camps de Kivumu, Sanza et Birambo vers Mabanza.

CONFIDENTIEL DÉFENSEAu sud

Face à l'afflux des réfugiés, de nouveaux camps ont été créés au sud de l'axe Gitarama-Gikongoro

Aide gouvernementale

A l'intérieur du Rwanda, la distribution des 138 tonnes de fret humanitaire transportées par voie aérienne est ralentie, en raison des moyens d'acheminement insuffisants et du flux de réfugiés sur les routes.

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense

N° - 000514 du 20 FEV 2009

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

ANNEXE SITUATION

1 - Situation intérieure:

M. Twagiramungu, qui a rejoint Kigali depuis le 14 juillet, y a reçu un accueil particulièrement discret de la part du FPR.

Cinq membres du "gouvernement de Gisenyi", dont le Président et les ministres de l'Enseignement supérieur, de la Fonction publique, de la Jeunesse et de l'Agriculture se sont réfugiés hier Cyangugu, ce soir ils auraient été rejoints par le Premier Ministre et le Ministre de la Défense.

N° 000514 du 20 FEV 2009

2 - Situation militaire :

Au nord, après la prise de Ruhengeri, le FPR a continué son avance vers l'ouest : il pilonnait hier Mukamura (trente kilomètres à l'est de Gisenyi).

Au centre, le FPR fait effort en direction de Kibuye et s'est emparé hier du pont de Mwaka et de la ville de Kivumu. Les FAR quant à elles continuent à tenir le village limitrophe de Nyange et tentent, avec l'effectif de trois bataillons, de contrôler les deux axes menant vers Kibuye en barrant le passage entre la limite nord de la Zone humanitaire sûre (ZHS) et la forêt de Mukara ; elles ont mené hier après-midi une contre-attaque vers Bwakira.

Au sud de Kibuye, le mont Karonji est toujours tenu par deux sections de gendarmes.

Au sud, une quinzaine de combattants du FPR (ou de bandits burundais) aurait effectué un raid sur Kamana (à 30 km sud de Gikongoro), à 2 km à l'intérieur de la Zone humanitaire sûre (ZHS) ; puis s'est repliée sur Nyakizu.

Les généraux Gatsinzi et Rusatira, tous deux signataires de la "déclaration de Kigeme", craignent d'être éliminés par leurs troupes. Le général Rusatira doit se rendre à Bukavu pour y rencontrer prochainement le général Dallaire.

3 - Situation diplomatique :

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a exigé hier soir un cessez-le-feu "immédiat et sans préalable" au Rwanda et appelé les états membres de l'ONU à fournir les contributions nécessaires, afin d'assurer le déploiement de la MINUAR II dans les plus brefs délais.

MINUAR II

Une force d'intervention inter-africaine, éventuellement destinée à rejoindre, à terme, les rangs de la MINUAR renforcée, est pratiquement en cours de formation. Forte de 500 hommes, elle devrait comprendre des éléments sénégalais, déjà présents dans le dispositif "Turquoise", bissau-guinéens, congolais, tchadiens et nigériens

Afin d'aider les pays contributeurs à préparer leur déploiement dans le cadre de la MINUAR, deux équipes d'experts de l'ONU ont entrepris hier une tournée d'information. L'une visitera l'Ethiopie et la Tunisie, l'autre le Mali, le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi.

CONFIDENTIEL DÉFENSE